

Les enseignements pour les communistes d'Izquierda Unida en Espagne

mercredi 20 janvier 2010

L'expérience Izquierda Unida n'a laissé aux communistes espagnols qu'un désert *Le cas espagnol est, sur bien des points, précurseur avec la "Gauche unie" effaçant le PCE, du "Front de gauche" en France. Au bout de 23 ans, le résultat est accablant pour le PCE. La stratégie électoraliste, même parée de "radicalité" et "d'anticapitalisme", a conduit à détruire l'organisation de classe et de masse, dont les travailleurs, le mouvement syndical, le pays ont besoin. Des signes de réveil communiste, de renforcement du PCE, contre IU, annoncent une évolution encourageante.*

<http://vivelepcf.over-blog.fr/>

L'expérience Izquierda Unida n'a laissé aux communistes espagnols qu'un désert

Article d'AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

9 mars 2008, le soir des élections législatives, le verdict tombe : 3,8% pour Izquierda Unida (la « Gauche unie »), encore moins qu'en 2004. Alors que la crise du capitalisme touche de plein fouet les travailleurs, que le PSOE poursuit sa dérive libérale, IU s'écroule.

Soutien inconditionnel au PSOE localement mais silence sur la politique libérale qu'il mène nationalement, appareil d'élus pléthorique mais absence dans les mouvements sociaux, mouvement « unitaire » mais sans autre organisations à unir que le Parti communiste d'Espagne (PCE) tout en pratiquant une chasse aux sorcières contre les communistes : Izquierda Unida a poussé toutes ses contradictions à leur paroxysme.

L'expérience Izquierda Unida (« Gauche unie »), après 23 ans d'existence, semble avoir fait son temps.

En son sein, les « anti-communistes » menés par l'ancien leader de IU, Gaspar Llamazares, parlent de fonder un nouveau mouvement politique, « La Gauche » ou «La Nouvelle Gauche» qui couperait définitivement les ponts avec le passé communiste. Les « communistes » essaient de sortir le PCE du piège dans lequel il s'est enfermé avec IU.

Entre les deux, une bonne partie de l'appareil s'accroche aux tentatives de refondation d'IU engagées par son coordinateur général, Cayo Lara et encouragée par le Parti de la gauche européenne (PGE).

Le 18ème congrès du PCE en novembre 2009 a confirmé une évolution vers la reprise d'autonomie mais sans trancher définitivement. Les membres du PCE resteront-ils prisonniers d'une formation qu'ils ont eux-mêmes créée, enfermés dans les calculs politiques, les perspectives électoralistes et les projets de recomposition politique à la

remorque de la social-démocratie? Comment en est-on arrivé là? **L'expérience espagnole ne peut que retenir l'attention des communistes français.**

Au début était l'eurocommunisme

Au sortir de la dictature, le Parti Communiste d'Espagne incarne le parti de la Résistance, il est un parti de masse (plus de 200 000 militants en 1977) et un parti de classe, lié organiquement au syndicat des Commissions Ouvrières (CC.OO) dont le secrétaire-général est alors le dirigeant communiste Marcelino Camacho.

Mais en particulier sous l'impulsion de son secrétaire général, Santiago Carrillo, le PCE va vite embrasser un nouveau cours, clairement réformiste.

Cette évolution s'inscrit dans le mouvement eurocommuniste, promu par l'Italien Berlinguer et dont Carrillo va se faire le théoricien avec son livre Eurocommunisme et Etat. Les partis communistes sont invités à se démarquer radicalement des régimes socialistes d'Europe de l'Est jusqu'à les condamner. Carrillo les incite à participer de manière constructive à la création d'une autre Europe, à renoncer à la perspective de rupture révolutionnaire pour faire le choix du dépassement réformiste du système capitaliste, à privilégier pour cela le champ des institutions, à concentrer leurs efforts sur les échéances électorales et sur la lutte parlementaire, à rechercher une hégémonie sur ce terrain, dans la pratique, par la participation aux exécutifs locaux et nationaux dans le cadre de l'union de la gauche.

Ce bréviaire du réformisme va inspirer la ligne du PCE de 1978 à 1982, et va aboutir, paradoxe apparent, à un désastre électoral. Alors que Carrillo avait lancé la «rénovation» du PCE pour décoller électoralement, il contribue à l'affaiblir dramatiquement. Ayant obtenu près de 10% des voix en 1977 et 1979, le parti tombe à 4% en 1982. L'échec de Carrillo emmène à son remplacement en 1982 par Iglesias, la suite de ses dérives à son expulsion en 1985. Carrillo doit alors mener son projet à bien à l'extérieur du PCE. Il fonde un nouveau Parti avec une fraction du clan dirigeant eurocommuniste, le Parti des Travailleurs d'Espagne, qui est un échec cuisant. La direction du nouveau parti rejoint en bloc le PS, excepté Carrillo, à cause de son engagement communiste antérieur.

Comment les militants communistes ont été trompés par la nature du projet Izquierda Unida

Carrillo avait entrepris la mutation idéologique du PCE ses successeurs vont engager la transformation, autant dire le dépassement de l'organisation PCE elle-même. Critiques de gauche de Carrillo (les radicaux dont Iglesias et Anguita) et critiques de droite (les rénovateurs) se rejoignent sur un point : le PCE est arrivé au bout de son histoire, une nouvelle formation devait naître de ses cendres. Prenant pour arguments le mauvais résultat de 1982 et la signature d'un appel par une dizaine d'organisations pour la sortie de l'Espagne de l'OTAN en 1986, la direction du PCE lance une plate-forme unitaire de gauche. Les organisations signataires décident de concourir ensemble aux élections législatives suivantes. Izquierda Unida-IU est née.

Pour calmer les craintes des militants du PCE de voir leur parti disparaître, la direction du PCE développe l'argumentation suivante :

► IU est présentée comme une coalition électorale et non une nouvelle organisation politique, les partis conservant leur autonomie organisationnelle. Ils ne sont censés se rassembler que de manière ponctuelle et conservent le droit de sortir de la coalition. Renforcement organisationnel du parti et rassemblent électoral derrière IU ne seraient pas contradictoires.

► IU est présentée comme la réponse à la nécessité d'une dynamique unitaire. Les élections de 1982 ont nourri une pédagogie du déclin : le parti serait trop faible pour peser tout seul, pour rassembler des voix. La dynamique unitaire se transformera en dynamique électorale qui permettra d'atteindre une masse critique permettant de faire basculer le centre de gravité de la vie politique espagnole à gauche. Peu importe que IU n'ait pas de définition idéologique ni de but clair, l'important c'est le mouvement, aller de l'avant.

► L'indépendance par rapport au PS. IU, assurent ses promoteurs, ne sera pas un appendice du PS, ni sa caution de gauche. Il maintiendra son autonomie, critiquera le PS nationalement quand cela est nécessaire, refusera de dépendre de lui localement pour conquérir des places institutionnelles. Les seules alliances possibles seront ponctuelles et basées sur un contenu.

Ce discours rassure mais il est déjà marqué par la centralité de la question électorale et par l'absence totale de toute référence aux luttes. Héritiers en cela de l'eurocommunisme de Carrillo, les fondateurs d'IU vont auréoler leurs visées institutionnelles et électorales d'une phraséologie radicale et anti-PSOE.

De la coalition électorale à la création d'une nouvelle organisation politique

Izquierda Unida est lancée pour les élections de 1986, mais obtient un mauvais résultat (4,63%). En 1986, Izquierda Unida est bien unitaire, elle peut sembler radicale. Mais unie autour d'un projet de société clair et alternatif, elle ne l'est pas et ne le sera jamais. Il suffit de voir la composition même de la coalition : monarchistes alternatifs et républicains de gauche, « marxistes-léninistes » ayant quitté le PCE et rénovateurs qui y sont restés, humanistes et sociaux-démocrates : Izquierda Unida est un fourre-tout d'organisations groupusculaires, tout sauf une organisation révolutionnaire.

Bien que le PCE représente 9/10ème des membres de Izquierda Unida, les autres organisations servent d'alibi à la participation électorale sous une autre bannière que celle du parti. L'illusion unitaire ne perdurera pas. Entre 1987 et 1989, quatre des sept organisations fondatrices quittent la coalition, craignant que celle-ci ne porte atteinte à leur autonomie. Elles voient juste, à l'approche des législatives de 1989, Izquierda Unida est transformée en un « mouvement politique et social » et récupère l'ensemble des compétences politiques et électorales, et à terme toutes les compétences des partis fondateurs. Une organisation politique parallèle au PCE est ainsi créée. IU n'a déjà plus rien d'une simple coalition électorale.

Un moteur purement électoral et institutionnel

Et le résultat électoral remporté par IU va étouffer toute contestation au sein du PCE : plus de 9,07% en 1989 et 17 sièges, 9,55% en 1993 et 18 sièges et enfin 10,54% et 21

sièges en 1996. Entre temps, le parti réalise un score historique aux européennes de 1994 avec 13,44% des voix. Izquierda Unida est à son apogée, mais son succès, purement électoral, est dû – outre l’attrait pour le nouveau et l’illusion unitaire – à la conjonction de deux facteurs conjoncturels exceptionnels : le niveau de la colère contre le gouvernement social-libéral de Felipe Gonzalez et la personnalité charismatique du leader de IU, Julio Anguita. Le maire de Cordoue parle bien et ne mâche pas ses mots, il peste contre les socialistes et sait prendre un langage de lutte. Il devient même, un temps, la personnalité politique préférée des espagnols.

Sur un point aussi, Anguita est inflexible : l’indépendance par rapport au PS. IU ne conquerra aucune municipalité si elle doit dépendre du PS, elle ne taira pas son opposition. Anguita reprend la théorie italienne du « sorpasso ». Selon lui, il existerait deux gauches en Espagne : une social-démocrate et réformatrice, et une autre radicale et révolutionnaire. La dynamique de rassemblement anti-capitaliste portée par IU permet d’envisager le dépassement électoral (sorpasso) de la gauche social-démocrate par la gauche radicale. Une fois que la gauche radicale aura pris le leadership de la gauche espagnole, elle imposera son programme et ses idées à l’ensemble de la gauche.

Mais quel programme de IU, quelles idées? Unis autour du plus petit dénominateur commun idéologique (la gauche) et galvanisés par une perspective électoraliste et institutionnelle (le sorpasso) : IU n’est ni la gauche radicale ni la gauche révolutionnaire décrite par Anguita. Un château construit sur du sable : démolition de l’organisation du PCE et épuisement de la dynamique électorale

Cet « âge d’or » d’Izquierda Unida cache la réalité la plus préoccupante. IU rompt le lien entre les communistes et le mouvement ouvrier et l’organisation communiste entame sa décomposition.

Les dirigeants communistes historiques sont écartés du syndicat des CC.OO et sont remplacés par des nouvelles têtes apolitiques (réformistes). L’organisation du PCE à l’entreprise disparaît tandis que les effectifs du Parti fondent (à peine plus de 50 000 militants à la fin des années 1980). En déstructurant le PCE, IU sape, paradoxalement, les bases de son succès. Le recul du PCE, seule organisation de masse à la fondation de IU, seule organisation restante au début des années 2000, ne peut qu’aboutir à l’affaiblissement électoral de IU. IU se révélera être un château construit sur du sable.

Anguita a-t-il sciemment démoli l’organisation du PCE pour mieux pouvoir liquider un parti qui faisait obstacle à son rêve d’un nouveau mouvement radical et anti-capitaliste? Rien n’est moins sûr diront ces partisans. Pourtant, en 1994, il est avéré que Anguita avait préparé un discours annonçant la dissolution du PCE devant les militants réunis lors de la fête du PCE. Seules les réticences exprimées par une partie de la direction de IU et du PCE, craignant une rébellion de la base, l’a contraint à faire marche arrière. Dans le même temps, l’opposition affichée d’Anguita aux positions liquidatrices exprimées par le courant Nouvelle Gauche, dont les leaders rejoindront en 1997 le PSOE, lui donnent la légitimité de dirigeant « communiste » d’Izquierda Unida.

Dans la période suivante, le roi est nu face au redressement du PSOE et au retournement des médias. Le PS se refait une virginité politique dans l’opposition à

partir de 1996 tandis que les médias accusent Anguita, avec sa rhétorique anti-PSOE, d'avoir facilité l'arrivée au pouvoir par Aznar et le Parti populaire. C'est la théorie de la « pince », Gonzalez, le socialiste, pris dans la tenaille d'Anguita, le radical de gauche, et d'Aznar, l'homme de droite.

Izquierda Unida ne s'en remettra pas. Aux Européennes de 1999, le score est divisé par trois par rapport à 1994 (5,77%). Aux législatives de 2000, le résultat est catastrophique (5,45%). Affaibli également par des ennuis de santé récurrents, Anguita cède la main sur un constat d'échec. Il laisse à son successeur, Gaspar Llamazares, le soin de redéfinir la stratégie d'IU.

La boucle est bouclée

L'illusion du « sorpasso » s'est effondrée : IU ne concurrencera jamais pas le PSOE sur son terrain électoral. Succès électoral en feu de paille, PCE en ruine : IU ne survit plus que par son appareil d'élus, en péril. Du coup, Llamazares opère, logiquement, un virage à 180 degrés. IU est structurellement amenée à se ranger inconditionnellement derrière le PSOE : soutien aux politiques social-libérales du gouvernement Zapatero dès 2004, participation aux exécutifs locaux socialistes afin de consolider ses positions institutionnelles. Dans le même temps, Llamazares contractait des alliances régionales contre-nature avec des formations écolo-nationalistes en Catalogne et aux Asturies, enfoncé dans des calculs opportunistes.

La boucle est bouclée, le discours présenté aux militants du PCE en 1986 est contredit point par point. La dynamique s'est essoufflée depuis longtemps. D'unité il y en a plus depuis le départ de tous les groupes et groupuscules opportunistes (le PASOC et Gauche Républicaine quittent IU en 2001 et 2002). La coalition électoral est devenue parti politique supplantant le PCE. Enfin, la conception d'IU s'est révélée conduire de l'indépendance proclamée par rapport au PSOE à la soumission inconditionnelle.

Ce dernier virage ne fait que discréditer davantage IU qui baisse encore en 2004 (4,96%) et en 2008 (3,77%). Llamazares déjà affaibli lors des « primaires » de 2007 où il ne réalise que 62% des voix face à la secrétaire du Parti Communiste du Pays Valencien, Marga Sanz est renversé lors de l'Assemblée Fédérale de 2008 où la ligne « Renforçons le Parti Communiste d'Espagne » l'emporte avec 44%. Cayo Lara qui s'inscrit plutôt dans la lignée historique de Julio Anguita succède à celui qui était perçu par les communistes comme un liquidateur et un anti-communiste. Mais ce changement est encore bien loin de marquer le « renforcement du PCE » tant le bilan est sans appel : 22 ans de IU ont laissé un désert.

Comment renforcer le PCE dans le désert laissé par IU ?

Car le PCE est, au début des années 2000, plus affaibli que jamais. A peine 10 000 militants dans tout le pays (12 000 aujourd'hui), dont la moitié pour l'Andalousie où l'organisation a moins souffert grâce au maintien d'une ligne communiste. IU a coupé le PCE des luttes sociales et des lieux de travail. Exemple extrême, les militants communistes ne pouvaient même plus participer aux manifestations avec le drapeau du PCE sous peine d'exclusion. L'enchevêtrement des deux organisations parallèles – PCE et IU – a créé des situations inextricables et cocasses, nuisant dans tous les cas à la vitalité du Parti communiste. Dans certaines régions (Asturies et Castille-Leon par

exemple), les fédérations d'IU en sont arrivées à expulser les fédérations communistes qui les avaient elles-mêmes créées !

Au XVIIème Congrès du PCE, la direction du parti prenait acte de la dérive social-démocrate d'IU et tirait le bilan des erreurs commises au nom de l'unité. Le Parti a apporté son soutien aux fédérations communistes malmenées par les appareils d'IU, annoncé la récupération de l'ensemble des compétences du PCE, exceptées les élections. Un processus de reconstruction du PCE est engagé.

Depuis 2005, le PCE tente de se réimplanter dans les entreprises, impulse et participe aux luttes des travailleurs. Le travail effectué dans certaines régions (Andalousie, Pays Valencien, Castille-Léon etc.) porte ses fruits en termes de croissance des effectifs militants et de revitalisation des organisations de base.

Le XVIIIème Congrès qui s'est tenu en novembre 2009 a confirmé cette orientation mais toujours sans sonner l'heure de la sortie d'Izquierda Unida. Mais le débat est enfin ouvert, porté notamment par plusieurs membres de la direction nationale du PCE et le journal La Republica. Les bouches s'ouvrent. Aussi difficile soit-il, le bilan de vingt-trois ans de démolition de l'organisation communiste commence à être tiré. Des anciens camarades reviennent. La rupture avec IU, et non la transformation de IU, la priorité absolue à accorder aux luttes et au renforcement de l'organisation apparaissent de plus en plus comme des nécessités.

Aujourd'hui, alors que le modèle libéral espagnol, promu par les gouvernements socialistes et conservateurs successifs, est en crise, que la colère des travailleurs espagnols monte face au chômage massif, aux gels des salaires, à la casse des acquis sociaux, à la précarisation du travail, le mouvement social est au plus bas et la paix sociale est paradoxalement assurée par les deux syndicats, le socialiste UGT, et l'ancien syndicat communiste passé entre les mains des réformistes, les CC.OO.

Les militants du PCE ressortent leur drapeau de la poche, réinvestissent le terrain des luttes, reparaissent aux portes des entreprises. La direction du PCE a lancé la campagne de masse « Pour que les travailleurs ne paient pas la crise » qui a permis au parti de renouer avec le terrain revendicatif. Il a organisé une manifestation nationale à Madrid le 12 décembre dernier. Les communistes sont toujours là, mais ils ont perdu 23 ans. L'état du mouvement ouvrier et de la lutte des classes en Espagne s'en ressent durement.

Tout cela au nom de « l'Izquierda Unida », de la « Gauche Unie » dépassant, non le capitalisme, mais la lutte des classes et le parti communiste.